

Perspectives

N°21/090 – 22 mars 2021

FRANCE – Confinement, le troisième

Le gouvernement avait tellement insisté sur sa volonté de l'éviter que nous pensions en être débarrassés. Mais non, la lenteur de la campagne de vaccination et la prolifération des variants dans certaines régions lui permettent de faire un retour triomphal dans seize départements. Eh oui, le confinement revient pour un troisième épisode. Comme pour les films « Shrek », ces épisodes sont de moins en moins amusants (je vous conseille tout de même « Shrek 2 » pour occuper vos week-ends à la maison) : espérons donc que ce sera le dernier.

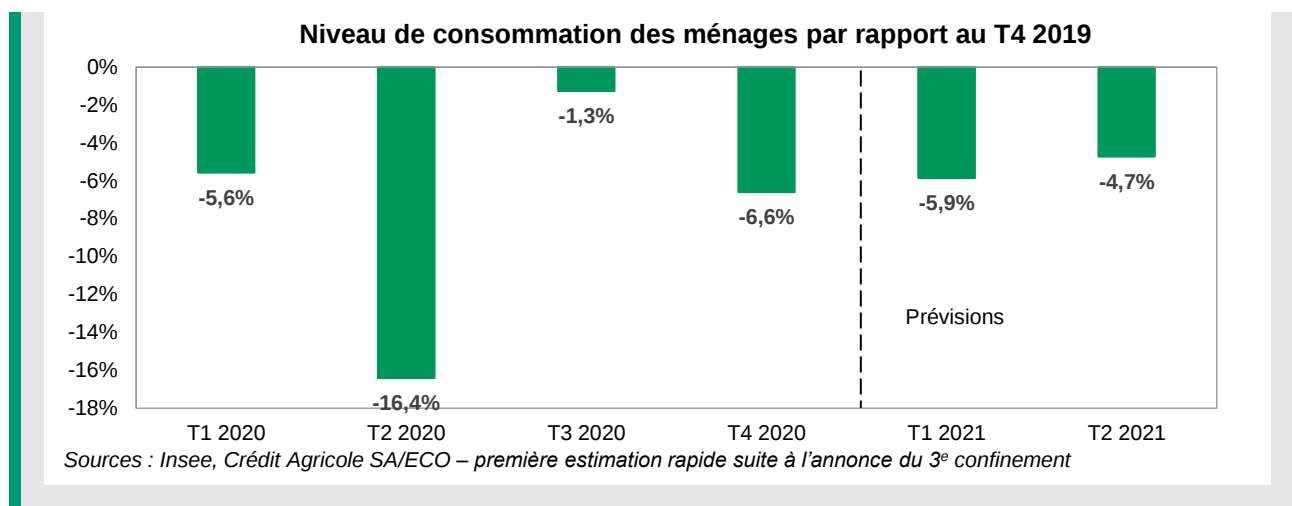
Plus sérieusement, quel impact aura ce confinement sur l'activité dans les quatre semaines à venir ? Les modalités diffèrent des confinements précédents. Au niveau économique, l'impact devrait néanmoins se rapprocher de celui consécutif au confinement de novembre dans les départements concernés. En effet, les commerces et rayons non-essentiels ferment (sauf pour les librairies et disquaires), mais les écoles restent ouvertes. Les impacts sur l'offre de travail et sur la production dans les secteurs pouvant poursuivre leur activité devraient donc rester limités. Au total, en novembre, l'activité était d'environ 8% inférieure à la normale et l'effet du confinement de novembre a concerné majoritairement la consommation. La contraction de 1,4% du PIB au quatrième trimestre 2020 est ainsi uniquement due au recul de la consommation, tandis que l'investissement et le commerce extérieur ont pu poursuivre leur rétablissement. Nous envisageons des effets similaires lors de ce troisième confinement, qui devrait ainsi entraîner une nette baisse de la consommation dans les seize départements concernés et représentant environ un tiers de la population.

✓ Notre opinion – Selon notre analyse, comme au mois de novembre, ce sont les fermetures réglementaires qui pèseront sur l'activité et, en premier lieu, sur la consommation pendant les quatre semaines à venir de confinement. Afin d'estimer son impact sur la croissance aux premier et deuxième trimestres 2021, nous allons tenter d'estimer les pertes de consommation par rapport à la normale en France.

Selon l'Insee, la consommation s'établissait environ 6% en dessous de son niveau d'avant-crise au mois de mars 2021 et à -15% en novembre. Ainsi, en divisant le mois en deux parties (19 jours non confinés et 12 jours confinés pour un tiers de la population), nous pouvons rapidement évaluer la perte de consommation en mars autour de 7,5% par rapport au niveau d'avant-crise.

Pour la première partie du mois d'avril, nous craignons un élargissement de ce confinement à de nouveaux départements et un impact ainsi plus large sur la consommation qui s'établirait à un niveau inférieur au niveau pré-crise d'environ 8,2%. Ainsi, la consommation serait d'environ 6% inférieure à la normale au premier trimestre (le mois de février a été particulièrement favorable) et, en envisageant un début de réouverture des services en juin, de 4,7% inférieure aux niveaux d'avant crise au T2.

La reprise de la consommation sera donc plus lente qu'envisagé dans notre scénario du mois de décembre et reste une nouvelle fois conditionnée par l'évolution de la situation sanitaire. Ces prévisions seront affinées dans les jours prochains et publiées en même temps que nos prévisions de croissance au début du mois d'avril dans notre scénario.



Article publié le 19 mars 2021 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
17/03/2021	<u>Fintech, l'envers du décor ! Une diversité de façade</u>	Banques, innovation
17/03/2021	<u>Chine – Ce qu'il faut retenir des "deux sessions"</u>	Asie
16/03/2021	<u>États-Unis – Un plan de sauvetage au-delà des attentes</u>	États-Unis
15/03/2021	<u>BCE – Non, il ne s'agit pas d'une "bonne" repentification de la courbe des taux</u>	UE
12/03/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
12/03/2021	<u>France – Crise de la Covid-19 et marché du travail : premiers enseignements et incertitudes futures</u>	France
12/03/2021	<u>Italie – Conjoncture flash : Détail des comptes nationaux au T4 2021</u>	Italie
11/03/2021	<u>Brésil – Un vrai V (qui ne préjuge pas de la reprise à venir)</u>	Emergents
10/03/2021	<u>Zone euro – Conjoncture flash : la demande intérieure freine la croissance du PIB au T4 2020</u>	UE
10/03/2021	<u>Géopolitique – "China Standards 2035", là où la mondialisation rencontre la géopolitique</u>	Emergents
10/03/2021	<u>Plan de relance européen : opportunités, contraintes et risques</u>	UE
09/03/2021	<u>Royaume-Uni – Budget 2021, des ruptures dans la tradition des Tories</u>	Royaume-Uni
08/03/2021	<u>Zone euro – Le pari du déficit : un risque à prendre jusqu'en 2022 pour la Commission européenne</u>	UE
05/03/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
03/03/2021	<u>Les réseaux de chaleur, épine dorsale du développement de sources de chaleur renouvelable locale</u>	Energies renouvelables
02/03/2021	<u>Ukraine – Peut mieux faire...</u>	PECO
01/03/2021	<u>France – L'écart sectoriel se creuse, les ménages épargnent</u>	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier**Secrétariat de rédaction** : Christine ChabenetContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.